

**ARRÊTÉ
portant mise en demeure
de la Société SIDESUP pour les installations qu'elle exploite au 12 rue du Moulin à Engenville**

**Le Préfet du Loiret,
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 22 avril 2026 portant nomination de Monsieur Hugues MOUTOUH, préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 décembre 2021 relatif à l'exploitation d'une troisième ligne de séchage et actualisant les prescriptions applicables à la société SIDESUP pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE, 12 rue du Moulin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2026 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 13 avril 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 18 février 2026 ;

Vu le courrier en date du 16 avril 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite du 18 février 2026, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :

- Présence de matériels et appareils présentant un niveau de protection non ATEX dans les magasins de stockage de pellets classés en zone ATEX ;

Considérant que les installations concernées par l'écart précité présentent des risques d'incendie ou d'explosion ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des arrêtés ministériels susvisés et de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIDESUP de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés ministériels susvisés et de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SIDESUP, dont le siège social est situé 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse est mise en demeure :

- **sous 6 mois, à notification du présent arrêté :**

de justifier du respect de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, en disposant dans les magasins de stockage de pellets classés en zone ATEX, des matériels et appareils présentant un niveau de protection ATEX en adéquation avec le zonage ATEX.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1er ne serait pas satisfaite, dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois. Il est également notifié à la société SIDESUP par voie postale.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

27 MAI 2026

Fait à Orléans, le

**Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,**


Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M le Préfet du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

DIFFUSION :

- Société SIDESUP
- Monsieur le Maire de Engeville
- Sous-préfectue de Pithiviers
- UD DREAL

